

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 décembre 2009
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 7 décembre 2009, adressée
au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Burkina Faso
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint (voir annexe) le communiqué de presse de la sixième réunion du Cadre permanent de concertation de l'Accord politique de Ouagadougou, qui s'est tenue le 3 décembre 2009 à Ouagadougou sous les auspices du Facilitateur du dialogue direct inter-ivoirien, M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso.

Je vous saurais gré de bien vouloir diffuser la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Michel **Kafando**



**Annexe à la lettre datée du 7 décembre 2009,
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Burkina Faso
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Dialogue direct inter-ivoirien

**Sixième réunion du Cadre permanent de concertation
(CPC)**

Communiqué de presse

1. À l'invitation de S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, Facilitateur du Dialogue direct inter-ivoirien, la sixième réunion du Cadre permanent de concertation (CPC) de l'Accord politique de Ouagadougou (APO) s'est tenue à Ouagadougou, le jeudi 3 décembre 2009.
2. Ont participé à cette rencontre, outre le Facilitateur, tous les membres du CPC, à savoir :
 - S. E. M. Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d'Ivoire;
 - M. Guillaume Kigbafori Soro, Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire;
 - M. Henri Konan Bédié, Président du PDCI-RDA;
 - M. Alassane Dramane Ouattara, Président du RDR.
3. Dans son mot introductif, le Facilitateur a adressé ses remerciements aux membres du CPC pour leur présence à cette sixième rencontre. Il les a félicités pour les avancées importantes enregistrées dans l'exécution des différents programmes de sortie de crise. Il a, ensuite, souligné l'importance de la présente réunion qui donnera l'occasion aux membres du CPC de procéder à une évaluation du processus électoral, à la lumière des informations communiquées par la Commission électorale indépendante (CEI). Cette évaluation permettra de déterminer les tâches restant à accomplir pour avoir une meilleure visibilité sur la nouvelle date de l'élection présidentielle. La présente rencontre permettra également, a-t-il poursuivi, de faire ensemble le point de la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou et de ses accords complémentaires. À cet égard, il a précisé que l'ensemble des Ivoiriens et la communauté internationale attendent beaucoup de cette session du CPC. Le Facilitateur a, par ailleurs, exprimé ses remerciements au Président de la République, S. E. M. Laurent Gbagbo, et au Premier Ministre, M. Guillaume Soro, pour leur engagement soutenu dans la mise en œuvre des accords politiques de Ouagadougou, en dépit des difficultés techniques et financières rencontrées tout au long du processus. Il a également exprimé sa reconnaissance aux Présidents du PDCI-RDA et du RDR pour leur accompagnement continu qui a permis d'atteindre des résultats appréciables. Il a en outre exprimé sa gratitude aux structures techniques qui ont été les artisans des progrès réalisés dans le processus électoral, en particulier la CEI, l'INS, l'ONI, la CNSI et la SAGEM, ainsi qu'à la société civile et aux communautés religieuses ivoiriennes, dont le soutien a été déterminant dans la reconstruction de la paix. Considérant que les progrès accomplis depuis la signature

de l'Accord politique de Ouagadougou, en mars 2007, constituent une belle page de l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, le Facilitateur a appelé tous les acteurs à se mobiliser et à redoubler d'efforts en synergie, afin d'accomplir les ultimes diligences permettant l'organisation, à une date la plus proche possible, du premier tour de l'élection présidentielle. Il a conclu son adresse en formulant l'espoir de les retrouver très prochainement, après l'élection présidentielle, pour faire le bilan du processus de paix en Côte d'Ivoire.

4. Après l'adoption de l'ordre du jour, les membres du CPC ont suivi un exposé du Président de la Commission électorale indépendante (CEI), M. Robert Beugré Mambé, portant sur l'évolution du processus électoral, notamment sur la confection de la liste électorale provisoire qui comporte 6 384 253 personnes enrôlées. De cet exposé, il ressort qu'à la suite du traitement informatique des données de l'enrôlement et des croisements avec les fichiers historiques les inscriptions de 5 300 586 pétitionnaires ont été validées et 1 083 667 pétitionnaires ont été appelés à préciser leur statut. Dans l'état actuel du processus, ces personnes attendent de voir leur situation clarifiée au terme de la procédure contentieuse actuellement en cours. Le Président de la CEI s'est, par ailleurs, appesanti sur les étapes à venir du calendrier électoral avant la tenue de l'élection présidentielle.

5. Le Premier Ministre, M. Guillaume Soro, a présenté un rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou et du quatrième accord complémentaire.

6. À la lumière des informations fournies par les différents exposés, les membres du CPC ont noté avec satisfaction les résultats importants enregistrés par l'opération d'identification et de recensement électoral. Ils se sont, par ailleurs, félicités de la validation de 14 candidatures à l'élection présidentielle par le Conseil constitutionnel, de la publication et de l'affichage de la liste électorale provisoire, ainsi que du démarrage de la période de contentieux pour une durée de trente-huit (38) jours.

7. Soucieux du bon déroulement de cette phase très sensible du processus électoral, les membres du CPC ont lancé un appel au Gouvernement, à la CEI et aux structures techniques concernées afin que toutes les mesures appropriées soient prises pour assurer la transparence et le respect des procédures prescrites durant la période indiquée.

8. Le CPC a relevé des retards dans la mise en œuvre du chronogramme du processus électoral et a constaté que l'élection présidentielle n'a pu se tenir le 29 novembre 2009 en raison des contraintes d'ordre technique et financier, ainsi que des tâches importantes restant à réaliser (confection de la liste électorale, distribution des cartes d'identité et des cartes d'électeurs).

9. En conséquence, les membres du CPC ont entériné les étapes ci-après proposées par le Président de la CEI :

- Décembre 2009 : gestion du contentieux de la liste électorale provisoire;
- Janvier 2010 : production et publication de la liste électorale définitive, des listes d'émargement par bureau de vote ainsi que des cartes d'électeurs et des cartes nationales d'identité;
- Février 2010 : distribution des cartes d'électeurs et des cartes nationales d'identité et campagne électorale;

- Fin février-début mars 2010 : premier tour de l'élection présidentielle.

Au vu de ces étapes, le CPC invite la CEI à proposer au Gouvernement une date, le plus tôt possible, pour le premier tour de l'élection présidentielle.

10. Afin de ne pas retarder le processus électoral, le CPC recommande qu'en raison de la fiabilité du système les erreurs matérielles sur les noms des électeurs ne soient pas un obstacle à la participation des détenteurs de carte d'électeur à l'élection présidentielle. Il reste entendu que des dispositions devront être prises pour que les corrections soient portées sur ces documents, au plus tard 15 jours après le dernier tour de l'élection. À cet effet, le CPC invite la CEI à entreprendre une vaste campagne d'explication de cette décision, afin qu'elle soit bien comprise par la population.

11. Exprimant leurs préoccupations concernant la sécurisation du processus électoral, les membres du CPC ont exhorté à nouveau le Gouvernement, les FDS et les FAFN à poursuivre leurs efforts pour l'opérationnalisation complète du Plan global de sécurisation, sous l'autorité effective du CCI doté de moyens conséquents et dans le respect des principes de la mixité et de la parité. Ils ont encouragé les parties ivoiriennes à impliquer davantage les Forces impartiales en vue de soutenir, en cas de besoin, les forces de sécurité.

12. S'agissant du rôle des médias dans le processus électoral, le CPC, après de longs débats, a insisté sur l'importance de l'accès équitable des partis politiques et des candidats aux médias d'État pendant la période de précampagne électorale et du respect de l'égalité d'accès auxdits médias entre les candidats durant la campagne électorale et invite le Gouvernement et la CEI à veiller au strict respect de ces principes.

13. Le CPC encourage le Représentant spécial du Secrétaire général en Côte d'Ivoire à continuer à assumer pleinement le mandat de certification du processus électoral, et ce, en collaboration avec toutes les parties concernées, y compris la Facilitation, conformément à la résolution 1765 (2007) du Conseil de sécurité.

14. Tout en notant positivement la signature par le Président de la République, le 16 novembre 2009, d'importants décrets relatifs à la réunification de l'Armée, le CPC encourage les parties signataires de l'Accord politique de Ouagadougou à régler, sans délai et dans un climat de totale sérénité, les questions militaires résiduelles, conformément au quatrième accord complémentaire à l'APO.

15. Soucieux de la consolidation de la paix et de la réconciliation nationale, le CPC appelle toutes les parties ivoiriennes à travailler davantage au respect des différents codes de bonne conduite, en particulier celui des partis politiques et celui des médias. Il les exhorte à garantir la libre circulation des personnes et des biens et à favoriser l'aide au retour des déplacés de guerre ainsi que leur réinsertion dans leur localité d'origine.

16. Appréciant positivement les efforts respectifs de l'État de Côte d'Ivoire et de la communauté internationale qui ont permis la mobilisation des ressources financières nécessaires à l'exécution des différentes opérations du processus de sortie de crise, les membres du CPC les invitent à maintenir la même dynamique et à déployer les ultimes efforts attendus pour le financement des dernières opérations du processus. À cet effet, ils demandent instamment au Gouvernement de débloquer au profit de la CEI le reliquat de son budget 2009, avant le 15 décembre 2009, et

une confortable avance sur le budget 2010 de l'État ivoirien, au plus tard le 15 janvier 2010.

17. Au terme de leurs travaux, les membres du CPC ont renouvelé leur gratitude à S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, Facilitateur du Dialogue direct inter-ivoirien, pour tous les efforts qu'il continue de déployer en vue d'une sortie de crise réussie en Côte d'Ivoire.

18. Le CPC a décidé de tenir sa prochaine réunion avant le 1^{er} tour de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire.

Fait à Ouagadougou, le 3 décembre 2009
